

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 16721
Numéro SIREN : 414 635 367
Nom ou dénomination : IMERYS REFRACTORY MINERALS GLOMEL

Ce dépôt a été enregistré le 03/08/2022 sous le numéro de dépôt 117484

Imerys Refractory Minerals Glomel

Société par actions simplifiée

43, quai de Grenelle

75015 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Imerys Refractory Minerals Glomel

Société par actions simplifiée

43, quai de Grenelle

75015 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Associés de la société Imerys Refractory Minerals Glomel

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Imerys Refractory Minerals Glomel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

572 028 041 RCS Nanterre

TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés




Olivier BROISSAND

**IMERYS REFRACTORY MINERALS
GLOMEL**

43 Quai de Grenelle

75015 PARIS 15E

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Détail des comptes

Détail des comptes - Actif	8
Détail des comptes - Passif	13
Détail des comptes - Charges	17
Détail des comptes - Produits	23

Dossier de gestion

Soldes intermédiaires de gestion	27
Capacité d'autofinancement	28

Annexes

Règles et méthodes comptables	30
Immobilisations	33
Amortissements	34
Provisions et dépréciations	35
Créances et dettes	36
Charges à payer	37
Charges et produits constatés d'avance	38
Produits à recevoir	39
Composition du capital social	40
CAPITAUX PROPRES	41
RESULTAT EXCEPTIONNEL	42
ANNEXE COMPLEMENTAIRE	43

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	5 437	5 437		
Frais de développement	37 650	13 846	23 804	31 334
Concessions, brevets et droits similaires	1 336 131	1 314 667	21 464	52 387
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 233 738	1 139 471	2 094 267	2 060 245
Constructions	7 112 073	4 245 128	2 866 945	1 923 436
Installations techniques, matériel, outillage	9 390 577	6 361 524	3 029 053	2 071 201
Autres immobilisations corporelles	12 625 186	7 853 378	4 771 808	5 516 375
Immobilisations en cours	1 921 214		1 921 214	2 896 385
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	5 329		5 329	5 300
Autres immobilisations financières	18 851		18 851	18 851
ACTIF IMMOBILISE	35 686 186	20 933 452	14 752 735	14 575 514
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 004 465	1 129 987	2 874 478	2 799 361
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 054 092		1 054 092	1 271 216
Marchandises	1 691 105	20 038	1 671 067	2 699 271
Avances et acomptes versés sur commandes	1 035		1 035	1 035
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	11 224 996	182 851	11 042 145	9 439 352
Autres créances	14 345 730		14 345 730	15 192 988
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	1 444 617		1 444 617	1 848 553
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	62 727		62 727	93 706
ACTIF CIRCULANT	33 828 767	1 332 875	32 495 891	33 345 481
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	4 261		4 261	100 490
TOTAL GENERAL	69 519 213	22 266 327	47 252 886	48 021 485

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 20 880 600)	20 880 600	20 880 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 054 642	2 054 642
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 088 060	2 088 060
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-463 062	68 929
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 513 295	-531 991
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 366 082	1 889 707
CAPITAUX PROPRES	29 439 616	26 449 946
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	83 637	100 490
Provisions pour charges	3 547 150	3 386 694
PROVISIONS	3 630 787	3 487 184
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	19 617	19 617
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 020 880	7 022 820
Dettes fiscales et sociales	3 123 042	2 717 313
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	742 706	276 368
Autres dettes	321 073	6 397 690
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	968 474	888 275
DETTES	13 195 792	17 322 083
Ecarts de conversion passif	986 690	762 272
TOTAL GENERAL	47 252 886	48 021 485

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	2 826 299	26 267 957	29 094 255	29 667 816
Production vendue de biens	4 139 365	23 979 163	28 118 528	23 093 503
Production vendue de services	2 400 045	-6 077	2 393 968	3 152 182
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 365 709	50 241 043	59 606 752	55 913 501
Production stockée			-217 124	-126 289
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			326 542	610 746
Autres produits			1 155 122	-289 764
PRODUITS D'EXPLOITATION			60 871 291	56 108 193
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			23 367 801	23 978 443
Variation de stock (marchandises)			1 028 203	-672 128
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			3 311 319	3 102 895
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-80 704	-103 957
Autres achats et charges externes			18 797 468	18 341 252
Impôts, taxes et versements assimilés			363 226	754 717
Salaires et traitements			5 208 468	5 679 381
Charges sociales			1 874 386	2 299 962
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 156 030	1 821 054
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 491	11 518
Dotations aux provisions			386 000	158 112
Autres charges			-1 151 215	2 108 067
CHARGES D'EXPLOITATION			55 265 473	57 479 316
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 605 818	-1 371 123
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			826	61 049
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				255 330
Différences positives de change			-1 513 193	720 158
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			-1 512 367	1 036 537
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			-16 853	21 113
Intérêts et charges assimilées			304 157	45 442
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			287 304	66 555
RESULTAT FINANCIER			-1 799 670	969 982
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			3 806 147	-401 141

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		165 333
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	343 554	442 762
PRODUITS EXCEPTIONNELS	343 554	608 096
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 693	3 054
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		16 608
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	704 866	719 284
CHARGES EXCEPTIONNELLES	716 559	738 946
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-373 005	-130 850
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	919 847	
TOTAL DES PRODUITS	59 702 478	57 752 826
TOTAL DES CHARGES	57 189 183	58 284 817
BENEFICE OU PERTE	2 513 295	-531 991

Annexes

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ont été établis dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices
- Intangibilité du bilan d'ouverture
- Non compensation

et en conformité avec le règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 juin 2014 relatif à la réécriture du plan comptable général et des règlements subséquents, notamment le règlement n°2016-07 du 4 novembre 2016 (modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014).

La société applique depuis le 1er janvier 2015 les dispositions comptable du règlement ANC 2014-05 relatif à la comptabilisation des terrains de carrières et des redevances de forage. Cela fait suite à la publication de ce nouveau règlement et à son entrée en vigueur au plus tard pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015.

Sa première application en 2015 a constitué un changement de méthode comptable. Conformément aux modalités de première application définies dans le règlement, le stock de gisement à l'ouverture de l'exercice ont été évalués à partir de la valeur nette comptable des terrains de gisement (hors tréfonds) figurant en immobilisations corporelles à la clôture 2014. Les montants reclassés à la suite de ce changement de méthode, au 1er janvier 2015 se sont élevés à 749 milliers d'euros pour le reclassement des gisements en stocks.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historique.

La société est consolidée par intégration globale dans IMERYS S.A. dont le siège social est situé 43, Quai de Grenelle à Paris.

Immobilisations corporelles et incorporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine (prix d'achat et frais accessoires, hors frais financiers).

Les immobilisations corporelles et incorporelles autres que les terrains sont amorties sur la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise et non sur la durée d'usage selon le mode linéaire.

Les amortissements sont généralement calculés suivant les modes et les durées normales d'utilisation suivantes :

Type immobilisation	Amortissement économique	Amortissement fiscal
Aménagement terrains	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
Constructions industrielles	Linéaire 15 ans	Linéaire 15 ans
Agencements CI & CNI	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
Installations	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
Installations anti-pollution *	Linéaire 10 ans	Linéaire 12 mois
Matériel industriel	Linéaire 5 à 10 ans	Dégressif 5 à 10 ans
Outillage industriel	Linéaire 5 ans	Linéaire 5 ans
Matériel de chantier	Linéaire 7 ans	Dégressif 7 ans
Matériel de laboratoire	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
Véhicules de transport	Linéaire 5 ans	Linéaire 5 ans
Véhicules de tourisme	Linéaire 4 ans	Linéaire 4 ans
Matériel & mobilier de bureau	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
Matériel informatique	Linéaire 3 ans	Dégressif 3 ans
Logiciels	Linéaire 3 ans	Linéaire 12 mois

Lorsque la valeur nette comptable d'une immobilisation est supérieure à sa valeur actuelle (la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage) une dépréciation est constatée. La valeur d'usage est appréciée notamment en fonction de la rentabilité estimée.

Titres de participation

La valeur brute correspond aux coûts d'acquisition, augmentés des frais d'acquisition relatifs à ces titres

La valeur brute fait l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'usage de la participation est inférieure à sa valeur brute comptable. Cette valeur d'usage s'apprécie en fonction de la situation financière de chaque société et de ses perspectives de rentabilité.

Les titres de participation étant détenus de manière durable afin de bénéficier à l'activité de l'entreprise, les pertes latentes générées par les fluctuations des devises dans lesquelles sont libellés des titres de participation n'ont pas vocation à se réaliser. Par conséquent, les pertes de change latentes ne constituent pas en elles-mêmes un critère suffisant permettant de justifier de manière systématique une provision pour dépréciation

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations correspondent principalement aux comptes courants sur les participations.

Ces créances sont dépréciées par voie de provision après appréciation, au cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement de ces créances.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautions. Elles sont inscrites à leur valeur nominale.

Stocks

Les marchandises stockées sont évaluées au coût de revient suivant la méthode du prix moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires tels que les frais de transport sur achat, de douanes et les taxes parafiscales. Les escomptes de règlement viennent en déduction du coût d'achat.

Les produits finis stockés sont évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en comptes sur la base des capacités normales de production, en tenant compte éventuellement de la sous-activité.

Les terrains de gisement enregistrés en stock sont amortis sur la durée de vie de la mine.

Créances & dettes

Elles sont inscrites à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision après appréciation, au cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement des créances contentieuses.

Lorsqu'elles sont libellées en devises, elles sont converties en Euro au cours du jour de clôture de l'exercice.

Disponibilités

Les liquidités, disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, le solde des comptes bancaires en devises a été converti au cours de la devise à la clôture de l'exercice.

Provisions pour risques

Les provisions pour risques couvrent les risques identifiés. Elles comprennent essentiellement la provision pour pertes de change.

Provisions pour charges

Elles comprennent essentiellement :

- La provision pour réhabilitation des carrières de Glomel
- La provision pour démantèlement des installations du site de Glomel
- La provision pour indemnités de départ à la retraite
- La provision pour médailles du travail

La provision pour réhabilitation des carrières résulte de l'obligation de remettre en état les carrières en fin d'exploitation conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 Août 2012. Celle-ci est évaluée sur la base de l'estimation des dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation. L'évaluation de l'engagement de réhabilitation est faite sur la base des niveaux, de coûts connus sur l'exercice en cours. Les obligations comprennent les dépenses de démolition et d'enlèvement d'immobilisation, de terrassement, de construction de voies (routes, chemins) de drainage, de création de plans d'eau et de réintroduction de végétaux et de sécurisation des sites. La provision pour réhabilitation des carrières n'est pas actualisée.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées. La société applique la recommandation ANC 2013-R02 en matière de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires. Les écarts actuariels sont comptabilisés selon la méthode du corridor.

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Evènements significatifs de l'exercice

Aucun évènement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice

Evènements post clôture

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le Groupe Imerys auquel appartient la Société a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ainsi que celle de toutes ses parties prenantes, mais également pour limiter les effets négatifs de la pandémie sur son activité. Le Groupe a mis en place une cellule de crise pour gérer l'urgence de la situation, ainsi qu'un processus strict de suivi sous la supervision du Comité Exécutif. Les mesures de confinement ordonnées par les autorités gouvernementales, le recul de la demande et/ou certaines difficultés d'approvisionnement et de logistique ont entraîné des perturbations dans les activités commerciales et industrielles du Groupe en général et de la Société en particulier.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	43 087		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 336 131		
Terrains	2 991 929		241 810
Dont composants			
Constructions sur sol propre	5 847 953		1 264 120
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	7 725 000		1 665 577
Installations générales, agenc., aménag.	11 552 510		132 050
Matériel de transport	605 877		4 837
Matériel de bureau, informatique, mobilier	329 912		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 896 385		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 949 565		3 308 393
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	24 151		29
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	24 151		29
TOTAL GENERAL	33 352 934		3 308 422

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			43 087	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 336 131	
Terrains			3 233 738	
Constructions sur sol propre			7 112 073	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			9 390 577	
Installations générales, agencements divers		-1	11 684 561	
Matériel de transport			610 714	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			329 912	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		975 171	1 921 214	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		975 170	34 282 788	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			24 180	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			24 180	
TOTAL GENERAL		975 170	35 686 186	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	11 753	7 530		19 283
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 283 744	30 924		1 314 667
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 295 497	38 454		1 333 951
Terrains	931 684	207 787		1 139 471
Constructions sur sol propre	1 655 105	40 590		1 695 694
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 269 412	280 021		2 549 434
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 653 799	707 725		6 361 524
Installations générales, agenc. et aménag. divers	6 447 653	786 346		7 233 999
Matériel de transport	200 859	89 153		290 012
Matériel de bureau et informatique, mobilier	323 413	5 954		329 367
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 481 924	2 117 577		19 599 501
TOTAL GENERAL	18 777 421	2 156 030		20 933 452

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.						30 924	-30 924
INCORPOREL.						30 924	-30 924
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations			211 955			24 413	187 542
Install. Tech.			380 393			89 570	290 823
Install. Gén.			112 507			79 742	32 766
Mat. Transp.							
Mat bureau			11			3 842	-3 831
Embal récup.							
CORPOREL.			704 866			197 566	507 300
Acquis. titre							
TOTAL			704 866			228 490	476 376

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 889 707	704 866	228 490	2 366 082
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 889 707	704 866	228 490	2 366 082
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	100 490	277 544	294 397	83 637
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 163 096	355 000	73 869	1 444 227
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 223 598	86 000	206 675	2 102 923
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 487 184	718 544	574 941	3 630 787
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	1 150 024			1 150 025
Dépréciations comptes clients	181 922	18 951	18 022	182 851
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	1 331 946	18 951	18 022	1 332 875
TOTAL GENERAL	6 708 837	1 442 361	821 453	7 329 745
Dotations et reprises d'exploitation		441 000	280 543	
Dotations et reprises financières		296 494	312 418	
Dotations et reprises exceptionnelles		704 866	228 490	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	182 851	182 851	
Autres créances clients	11 042 144	11 042 144	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 600	4 600	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	736 244	736 244	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	13 563 612	13 563 612	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	62 727	62 727	
TOTAL GENERAL	25 592 179	25 592 179	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	8 020 880	8 020 880		
Personnel et comptes rattachés	1 474 993	1 474 993		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	683 374	683 374		
Etat : impôt sur les bénéfices	853 502	853 502		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	52 513	52 513		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	29 706	29 706		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	20 463	20 463		
Autres dettes	320 226	320 226		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	968 474	968 474		
TOTAL GENERAL	12 424 131	12 424 131		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4080000	Fournisseurs - FAR CARL	26 040,00	48 840,00	-22 800,00
4081000	Frs, FAR	3 669 548,61	1 925 852,04	1 743 696,57
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		3 695 588,61	1 974 692,04	1 720 896,57
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4281000	Personnel- Charges à payer		30 000,00	-30 000,00
4282000	Dette provisionnée CP	332 911,45	421 856,40	-88 944,95
4282200	Dette provisionnée RTT	1 109,13	9 687,04	-8 577,91
4284100	Intéressement	536 000,00	199 999,67	336 000,33
4286000	Provision Prime de 13è mois	1 388,49	146,36	1 242,13
4286100	Provision Prime de juin	70 573,41	37 602,41	32 971,00
4286500	Provision pour bonus	376 542,24	467 546,00	-91 003,76
4382000	CH.S/PROVISION CP	230 892,57	230 892,57	
4382200	CH.S/HEURES A RECUPER	935,32	935,32	
4486000	Etat, autre charge à payer	6 120,00	7 500,15	-1 380,15
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 556 472,61	1 406 165,92	150 306,69
TOTAL CHARGES A PAYER		5 252 061,22	3 380 857,96	1 871 203,26

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	Charges constatées d'avance	38 938,73	70 694,61	-31 755,88
4862000	CCAV assurances	23 787,87	23 011,41	776,46
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		62 726,60	93 706,02	-30 979,42
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	Produits constatés d'avance	-968 474,31	-888 274,59	-80 199,72
4881010	Abt Impots	-76 882,00		-76 882,00
4881210	Abonnement ORGANIC	-20 400,00	-20 400,04	0,04
4881310	Abt Assurance		-46 074,00	46 074,00
4883110	Abt Forfait Social	-101 600,00	-39 997,41	-61 602,59
4886003	Abt Divers		-15 000,00	15 000,00
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-1 167 356,31	-1 009 746,04	-157 610,27

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4180000	Clients - FAE	26 060,00		26 060,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		26 060,00		26 060,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		26 060,00		26 060,00

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 392 040			20 881
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

I BILAN - 2.1 TABLEAU DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUES	SITUATIONS ET MOUVEMENTS	31/12/2020	Augmentations		Diminutions	
			Dotations de l'exercice		Reprise de l'exercice	
Capital social		20 881	0		0	20 881
Prime d'émission		2 055	0		0	2 055
Prime d'émission		1 400	0		0	1 400
Prime d'apport		655	0		0	655
Réserve légale		2 088	0		0	2 088
Autres réserves		0	0		0	0
Report à nouveau		69	-532		0	-463
Résultat de l'exercice		-532	0		0	2513
Provisions règlementées		1890				2366
Amortissements dérogatoires		1890	705		229	2366
	TOTAL	26450	173		229	29469

Composition du capital social :

Le capital de la société est composé de 1 392 040 actions détenues à 100% par le groupe Imerys.

La société MIRCAL détient 1 392 039 actions, la société PARIMETAL détient 1 action.

II RESULTAT - 1.1 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le montant du résultat après impôt de l'exercice est de 2 513 294 €

dont le résultat exceptionnel est de - 373 005 Euros.

Ce résultat exceptionnel se décompose comme suit :

	NOMINAL EN K€
Produits exceptionnels	343
sur opérations de gestion	0
Produits sur exercice antérieur	0
PCEAC Immo. Corporelles	0
PCEAC Immo Financières	0
Produits exceptionnels divers	0
Reprise amort. Dérogatoire	343
transfert de charges	
Charges exceptionnelles	716
sur opérations de gestion	12
VCEAC Immo. Corporelles	0
VCEAC Immo. Financières	0
Dotation amort. Dérogatoire	704
Dotation Prov Exceptionnelles	0
TOTAL	(373)

II RESULTAT - 3.1 COMPOSITION DU CA

En Keuros	France	CEE	Export	Total
Ventes de marchandises	4139	15085	8894	28118
Production vendue	2826	11288	14980	29094
Prestations de services	58	-1	-5	52
Produits divers	0	0		0
Managements fees	2342			2342
TOTAL	9365	26372	23869	59606

Le chiffre d'affaires se compose de

- L'activité de négoce : La vente de marchandises achetées à Imerys South Africa.
- La vente du minerais produit à Glomel.
- Les prestations de services diverses : Analyses du laboratoire, transport...
- Les managements fees : les coûts division pris en charge par IRMG, refacturés aux autres entités de la division.

Personnel.

Au 31/12/2021 l'effectif de la société est de 93 personnes.

Fiscalité.

Le calcul de l'IS 2021 se décompose comme suit :

Le résultat fiscal est de 3 874 288 K€, le taux d'imposition de 26,5% avant imputation du déficit antérieur de 394 281.

Nature d'impôt :	Base		IS	
IS de 26.5 % sur le résultat fiscal	3 480 009	K€	922202	K€
Contribution 3,3%			5 254	K€
Total Impôt			927 456	K€

IRM Glomel fait partie du périmètre d'intégration fiscale du groupe Imerys.

Toutefois, l'IS est calculé comme si elle était imposée séparément du groupe.

IMERYS REFRACTORY MINERALS GLOMEL

Société par actions simplifiée au capital de 20 880 600 euros

Siège social : 43 Quai de Grenelle

75015 Paris

414 635 367 R.C.S. PARIS

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS EN DATE DU 15 JUIN 2022

Le 15 juin 2022, la société MIRCAL, représentée par Frédérique BERTHIER, propriétaire de 1 392 039 actions de la société IMERYS REFRACTORY MINERALS GLOMEL (la « Société »), et la société PARIMETAL, propriétaire de 1 action, également représentée par Frédérique BERTHIER, ont été, conformément aux dispositions statutaires, invitées par le Président, Philippe BOURG, à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. lecture du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ; approbation des rapports et des comptes ;
2. approbation du montant des dépenses et charges non déductibles de l'exercice 2021 ;
3. affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
4. renouvellement du mandat du Président ;
5. pouvoirs pour formalités.

Pascaline COLLARD a été chargée, en qualité de secrétaire, d'établir le présent procès-verbal.

Le cabinet Deloitte & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, a été avisé des présentes décisions.

Après avoir confirmé que le rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 établi par le Président de la Société, les comptes sociaux de cet exercice ainsi que le rapport du commissaire aux comptes y afférent leur avaient valablement été remis et qu'ils en avaient pleinement pris connaissance, les Associés ont pris les décisions ci-après reportées.

Première décision

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, approuvent à l'unanimité les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cette décision est approuvée à l'unanimité

Deuxième décision

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président approuvent le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts qui s'est élevé pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 à 19 729 €.

Cette décision est approuvée à l'unanimité

Troisième décision

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, approuvent à l'unanimité les termes de ce rapport.

Cette décision est approuvée à l'unanimité

Quatrième décision

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Président,

constatent que le résultat de l'exercice est un bénéfice de	2 513 294 €
auquel s'ajoute le report à nouveau qui s'élève à	- 463 062 €
le tout formant un total distribuable	2 050 232 €
décident de distribuer un dividende de 1.47 € par action, soit pour les 1 392 040 actions composant le capital social, une distribution totale de	2 046 299 €
Le solde étant affecté au compte « report à nouveau » qui s'élèvera désormais à	3 933 €

Les Associés prennent acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	2020	2019	2018
Dividende par action	0,00 € ⁽¹⁾	3,50 € ⁽¹⁾	2,47 € ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	0	1 392 040	1 392 040

⁽¹⁾ dividende éligible à l'abattement de 40 % mentionné au 2° de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Cette décision est approuvée à l'unanimité

Cinquième décision

Les Associés constatant que le mandat de Président de M. Philippe BOURG vient à échéance ce jour décident à l'unanimité de le renouveler, pour une durée d'une année, conformément aux dispositions statutaires, soit jusqu'au jour des décisions des Associés qui seront appelés à statuer, en 2023, sur la gestion et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cette décision est approuvée à l'unanimité

Sixième décision

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toutes formalités.


Cette décision est approuvée à l'unanimité

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par les Associés et certifié par le Président.

Les Associés



PARIMETAL



MIRCAL